

15 juillet 2013 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur l'intervention militaire française au Mali, à Paris le 15 juillet 2013.

Monsieur le Président de la République,

Messieurs les ministres,

Monsieur l'Ambassadeur,

Mesdames et messieurs,

C'est un grand honneur de recevoir la plus haute distinction de la République du Mali, ici, dans son Ambassade à Paris.

C'est la première fois qu'un chef de l'Etat français est reçu, ici, et j'en mesure l'hommage et l'importance.

C'est aussi un honneur que de recevoir cette plus haute distinction de vos mains. De tes mains, Dioncounda. Parce que si le Mali est aujourd'hui libéré du terrorisme, si le Mali se prépare à vivre une étape de sa vie dans la démocratie, si le Mali a retrouvé stabilité, sécurité et honneur, c'est parce que toi, dans ta responsabilité de Président par intérim, tu as fait le choix, le choix de l'honneur, le choix du courage et le choix de la responsabilité.

Nous nous connaissons depuis longtemps, tu avais même eu cette délicatesse de venir lors de mon investiture, avant d'accéder à la Présidence de la République.

Lorsque j'ai été élu par les Français, le Mali était dans sa partie Nord, occupé. Un coup d'Etat avait également eu lieu, mettant en cause la préparation des élections et l'ordre constitutionnel.

Tu avais été désigné à la Présidence par intérim dans ces circonstances. Donc, nos sorts étaient déjà liés en Mai 2012.

Le Mali traversait un drame et la France rencontrait un problème. Car quand le Mali est touché par le terrorisme, la France ne peut pas considérer quelle est extérieure, quelle est indemne de cette blessure.

Alors, nous avons cheminé ensemble. J'ai vu les épreuves que tu as personnellement traversées. Je me souviens encore de ce moment très grave où tu fus obligé de venir ici en France pour te faire soigner, après une terrible agression. Tu as tenu bon, tu t'es rétabli et tu as eu le courage de revenir là où tu avais été blessé dans ta chair à Bamako, pour donner espoir au peuple malien.

Je me souviens de toutes ces discussions qui ont eu lieu les mois suivants, y compris à l'Assemblée générale des Nations Unies, où j'avais provoqué une réunion exceptionnelle de tous les amis du Mali, pour envisager une possible intervention sous l'égide des Nations Unies.

Nous étions en septembre 2012 et pendant ce temps-là, les terroristes continuaient leur installation, leur organisation, leur barbarie sévissait avec ses amputations, avec ses profanations, avec ces hommes et ces femmes maliens obligés de quitter le territoire de peur d'être agressés.

La communauté internationale nous donnait son appui. Mais nous ne savions pas quand nous pourrions organiser cette intervention. Le scepticisme était grand, il l'est toujours. Il y a tant de commentaires qui nous disaient qu'il serait impossible de mener à bien cette opération, que c'était trop difficile, qu'il y avait trop de risques, que les Maliens n'étaient pas eux-mêmes décidés, que les Africains n'étaient pas préparés. Nous savions tout cela. Et nous avons fait en sorte de nous préparer.

Il s'est trouvé qu'au début de l'année 2013, les terroristes, qui jusque-là avaient organisé l'occupation du Nord-Mali, ont projeté de mettre l'ensemble du Mali sous leur coupe et leur domination. Deux jours après, là encore, le scepticisme était grand.

domination. Peu y croyaient, là encore le scepticisme était grand.

Je me souviens de cet appel téléphonique, où nous avions, le président TRAORE et moi-même, échangé sur la situation en envisageant le pire, et le pire est venu ! Et c'est là que je fus conduit à prendre la décision, le 11 janvier, de faire intervenir les forces françaises au Mali, à la demande du président TRAORE, avec l'appui des Africains et sous l'égide des Nations Unies qui ont donné la légalité à cette opération.

Terrible décision, où il faut pour un président de la République, non seulement engager des forces, mais prendre le risque que des soldats puissent être tués et d'autres blessés.

Il y avait, entre nous, un pacte qui était celui de l'amitié, de la solidarité. Les Français ont appuyé cette intervention.

Après que nos soldats soient intervenus avec les forces maliennes, tout est allé très vite. Qu'avait-on dit, là aussi, à ce moment-là ? Que les terroristes résisteraient, que les terroristes tiendraient bon, que les terroristes créeraient une situation d'instabilité dans la région du Nord-Mali.

Conjuguant là-encore nos actions, menant une opération, la conduisant jusqu'à son terme, nous avons, vous avez remporté une victoire, une grande victoire pour vous-mêmes, pour l'Afrique et aussi pour la communauté internationale.

C'est pourquoi hier, c'était un beau symbole, pour ce 14 juillet, que d'avoir les forces maliennes qui ouvraient le défilé avec 13 délégations africaines, avec la présence du Secrétaire général des Nations Unies et des Français qui participaient à cette cérémonie de victoire, de victoire pour la paix.

Il y a encore le doute : est-ce que nous pourrions stabiliser le Nord Mali, le sécuriser sans prendre le risque d'être embourbés, d'être enlisés ? Il y a toujours des grincheux. C'est une espèce présente dans tous les continents, sous toutes les latitudes. Ceux qui n'y croient jamais. Ceux qui regardent ce qui peut se passer de moins bien pour éviter de regarder ce qui pourrait arriver de mieux.

Nous avons conjuré aussi ces mauvais esprits.

Aujourd'hui, des élections se préparent. Ce n'est pas simple d'organiser un scrutin électoral, nulle part. Il y a toujours des règles à faire respecter, des électeurs à inscrire. Vous auriez pu décider de reporter de quelques mois et puis ensuite - nous connaissons d'ailleurs un certain nombre de précédents - de quelques années parce que rien n'est jamais prêt.

Vous avez décidé de tenir les élections à leur date avec une participation qui sera sans doute significative, substantielle et avec 28 candidats. Personne ne pourra dire qu'il n'a pas pu participer pleinement au scrutin. Il y avait ce risque aussi, ce doute, que dans une partie du territoire malien, il puisse y avoir une difficulté supplémentaire pour organiser l'élection. Grâce, là aussi, à l'intervention qui a été la vôtre, à l'esprit de responsabilité, au soutien de M. Blaise COMPAORE à Ouagadougou, il y a eu cet accord et à Kidal même, les soldats maliens sont avec d'ailleurs les soldats français présents, avec l'administration pour assurer la régularité du scrutin.

Voilà ce qui a été fait en à peine quelques mois. Qui aurait pu imaginer au début du mois de janvier dans la situation, où était le Mali, que nous en serions là aujourd'hui.

Toute ma reconnaissance va aux autorités maliennes, à toi Dioncounda, qui a en plus pris depuis le départ la décision de ne pas être toi-même candidat dans cette élection comme pour mieux assurer son impartialité et la garantie de son succès.

Permettez que je rende hommage aux soldats français qui ont magnifiquement défendu non seulement le drapeau français, mais le drapeau malien, le drapeau des Nations Unies et assuré par leur sacrifice une victoire contre le terrorisme. Six sont morts, d'autres blessés, parfois très gravement, ils étaient là présents lors du défilé. Ils voulaient regarder aussi leur victoire et ta présence dans cette tribune et les armées maliennes défilant avec les armées françaises.

Je pense aussi à nos otages. J'y pensais dès le premier jour lorsque la décision fut prise d'intervenir après tout ce que nous avons tenté avant, pour les faire libérer. Je ferai tout pour que nous puissions les retrouver et les faire revenir auprès de leurs familles. Il y a encore aujourd'hui une probabilité très forte qu'un de ces otages soit mort. Nous avons retrouvé une dépouille, il y a dix jours, au Nord Mali.

Nous faisons tout pour avoir la confirmation que ce pourrait être, hélas, le corps de Philippe VERDON. Nous analyserons à ce moment-là, les causes de la mort et rien ne sera impuni. Mais,

j'ai comme responsabilité de faire revenir ces otages.

Voilà ce que je voulais dire au moment où je reçois cette haute distinction, fierté d'être ainsi reconnu par le peuple malien au-delà de ces dirigeants, fierté de pouvoir porter cette décoration, fierté d'avoir pu rendre un service éminent à un pays ami.

Cette acte fut, en effet, celui de l'amitié, fut aussi celui de la responsabilité, ne pas laisser un espace aux terroristes, fut aussi celui de la solidarité à l'égard d'un peuple, celui du Mali, à l'égard de l'Afrique de l'Ouest où la France doit assurer le développement de ce continent africain.

Mais ce fut aussi un acte de réparation car je n'oublie rien, je l'avais dit à Bamako, du sacrifice de ces soldats d'origine malienne dans les deux guerres du dernier siècle. Il était donc légitime que le peuple français, que les soldats français viennent aussi libérer le Mali.

Merci pour cet honneur, merci pour ta présence une nouvelle fois à Paris et sachez bien que le peuple malien et le peuple français par cette distinction, par la récompense et l'effort de nos soldats, sont indissolublement liés.

Vive la France,

Vive le Mali,

Vive l'amitié entre la France et le Mali.